

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 décembre 2012
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-septième session
Point 94 dd) et 105 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-septième année

**Désarmement général et complet : mesures visant
à empêcher les terroristes d'acquérir des armes
de destruction massive**

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettres identiques datées du 8 décembre 2012, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République arabe
syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part de ce qui suit :

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a lancé au cours de l'année écoulée une campagne d'allégations à propos de la possibilité d'un recours par la Syrie à des armes chimiques, dans la crise actuelle. Nous avons à maintes reprises déclaré publiquement et par les voies diplomatiques que nous n'utiliserions en aucun cas les armes chimiques qui seraient en notre possession, du fait que nous défendons le pays contre le terrorisme soutenu par des pays bien connus, au premier rang desquels les États-Unis.

Ce qui suscite notre préoccupation, à travers les informations véhiculées par les médias, est la possibilité réelle que des pays soutenant le terrorisme fournissent des armes chimiques à des groupes terroristes armés et en imputent ensuite la responsabilité au Gouvernement syrien. Le quotidien turc *Yourte* a révélé que des éléments d'Al-Qaida produisaient des armes chimiques dans un laboratoire de la ville turque de Gaziantep et menaçaient de les utiliser contre la population civile syrienne. *Yourte* a appelé l'attention sur des vidéos diffusées sur Internet au sujet de la fabrication de gaz toxiques à partir de produits chimiques qu'Al-Qaida aurait obtenus auprès de sociétés turques et testés sur des organismes vivants. Les pays qui mènent campagne contre la Syrie feraient mieux de surveiller ce type d'agissements et de sanctionner les auteurs d'actes terroristes ou ceux qui facilitent leur accès à des produits chimiques.



Le Gouvernement de la République arabe syrienne tient également à préciser qu'aux fins de protéger son peuple, il a demandé aux membres de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne, qui se trouvaient sur son territoire, d'inspecter un laboratoire privé de fabrication de chlore à l'est d'Alep et d'en sécuriser le contenu, alors que des groupes terroristes s'apprêtaient à prendre le contrôle de l'usine. Mais les membres de la Mission n'ont pas été en mesure de s'y rendre, ayant essuyé des tirs. Les groupes terroristes ont récemment pris le contrôle de la fabrique qui contient des tonnes de chlore toxique, au moment où les États-Unis lançaient leur campagne, avec tous les dangers que cela comporte.

Le Gouvernement syrien met en garde contre le recours par des groupes armés à ce type d'armes contre le peuple syrien. Il regrette que la communauté internationale n'ait pas agi face à cette évolution et demandé des comptes à ceux qui soutiennent les groupes terroristes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La campagne contre la Syrie se distingue surtout par son caractère amoral, des pays comme les États-Unis ayant recouru à des armes chimiques pouvant difficilement lancer une telle campagne, d'autant qu'ils avaient envahi et occupé l'Iraq en 2003 sous prétexte que ce pays arabe possédait des armes de destruction massive. Depuis que la question a été soulevée, la Syrie a réitéré à maintes reprises qu'elle n'utiliserait en aucune circonstance des armes chimiques contre son peuple, soulignant les obligations qui lui incombent au titre des instruments et protocoles qu'elle a ratifiés et rappelant qu'elle avait présenté en 2003 un projet de résolution au Conseil de sécurité relatif à une zone exempte d'armes de destruction massive, chimiques, nucléaires et biologiques au Moyen-Orient, auquel les États-Unis et leurs satellites s'étaient opposés. La Syrie ne s'étonne donc guère que les États-Unis aient rejeté, il y a quelques jours, une initiative de l'ONU relative à la tenue d'une conférence à la fin de 2012 en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, cherchant à défendre Israël, seul pays de la région à n'avoir pas signé les instruments relatifs aux armes de destruction massive.

Ces campagnes s'avéreront futiles du fait de l'attachement indéfectible de la Syrie à son indépendance et à sa souveraineté et de l'incapacité des médias d'induire en erreur notre peuple ou l'opinion mondiale internationale, qui en sont venus progressivement à saisir la réalité des complots contre la Syrie et les véritables raisons de la poursuite de l'effusion de sang, pour lesquels les groupes terroristes et leurs partisans devront rendre des comptes aux yeux du monde et devant l'histoire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 94 dd) et 105 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bashar **Ja'afari**